

**Conseil économique et social**

Distr. générale
4 juillet 2017
Français
Original : anglais

**Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et l'agriculture****Commission économique pour l'Europe****Organisation pour l'alimentation
et l'agriculture**

Comité des forêts et de l'industrie forestière

Commission européenne des forêts

**Groupe de travail mixte FAO/CEE des statistiques
forestières et de l'économie et de la gestion
des forêts**

Trente-neuvième session
Genève, 29-31 mars 2017

**Rapport du Groupe de travail conjoint CEE/FAO
sur les statistiques, l'économie et la gestion
forestières sur sa trente-neuvième session****Introduction**

1. Le Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières a tenu sa trente-neuvième session à Genève du 29 au 31 mars 2017.

Participation

2. Des représentants des États membres suivants ont participé à la session : Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Irlande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Turquie et Ukraine.

3. Un représentant de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) y a assisté.

4. Les organismes et institutions spécialisées suivants des Nations Unies étaient représentés : Commission économique pour l'Europe (CEE), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation internationale du Travail (OIT).

5. Des représentants de l'Unité de liaison de Forest Europe à Bratislava ont pris part à la session.

6. Les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées : Organisation européenne des scieries, Programme de reconnaissance des certifications forestières (PEFC), Sustainable Forestry Initiative (SFI), European Biomass Association (AEBIOM), Crann-Trees for Ireland, European State Forest Association (EUSTAFOR), Institute of Forest, Forestry Experts' Association (METO), Pan Bern, Union of European Foresters (UEF) et Wood Technology Institute.



7. Les institutions éducatives suivantes étaient également représentées : Alterra, Université de Fribourg, Université d'Helsinki et Université de Zurich.
8. Enfin, les sociétés et associations du secteur privé suivantes étaient représentées : Central Union of Agricultural Producers and Forest Owners (MTK), PHBois Forest Office.

Point 1 : Adoption de l'ordre du jour

9. La session a été ouverte par M. Jeffrey Prestemon (États-Unis d'Amérique), Président du Groupe de travail conjoint. Des déclarations liminaires ont été faites par M^{me} Ivonne Higuero, Directrice de la Division des forêts, de l'aménagement du territoire et du logement de la CEE, et par M. Peter Csoka, Chef d'équipe (Organes statutaires, PCF et diffusion, Département des forêts, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture). Le Président a ensuite présenté l'ordre du jour, qui a été adopté sans modification – l'ordre des points ayant toutefois été modifié en réponse à une demande du secrétariat.

Point 2 : Rapport de la soixante-quatorzième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE

10. Les conclusions de la soixante-quatorzième session du Comité des forêts et de l'industrie forestière de la CEE, qui s'est tenue à Genève du 18 au 20 octobre 2016, ont été présentées par M. Christoph Dür, Vice-Président du Comité. Il a mis en relief l'intérêt que présentaient les travaux du Comité pour le Groupe de travail conjoint CEE/FAO sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières.

11. Il a ensuite présenté les principales conclusions de la session du Comité, qui portaient, entre autres, sur l'examen des progrès enregistrés à divers titres (mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts et Forest Europe) – les autres sujets abordés ayant été la propriété forestière, les emplois verts dans le secteur forestier et les marchés et tendances en matière de produits forestiers. M. Dür a souligné que la soixante-quatorzième session s'était concentrée sur le secteur privé et que des groupes de discussion avaient examiné : i) les débouchés s'offrant aux produits forestiers et les obstacles à surmonter dans cette filière; ii) la construction en bois dans la région. La session du Comité des forêts et de l'industrie forestière a été suivie d'un atelier consacré à la mesure de la valeur des forêts dans le contexte d'une économie verte.

Point 3 : Rapport de la Journée internationale des forêts sur le thème « Forêts et énergie »

12. Le mardi 21 mars 2017, le secrétariat a présenté les activités qu'il avait entreprises à l'occasion de la Journée internationale des forêts sur le thème choisi, à savoir « Les forêts et l'énergie ».

Point 4 : Soixante-dix ans de coopération entre la CEE et la FAO dans le secteur forestier

13. En s'appuyant sur une publication anniversaire devant être rendue publique à l'occasion de Las2017, session conjointe du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts (CEF) prévue à Varsovie du 9 au 13 octobre 2017, le secrétariat a présenté brièvement l'historique et les étapes clefs des soixante-dix années de travaux communs consacrés par la CEE et la FAO aux forêts et au secteur forestier. Il a également informé les participants des activités devant marquer le soixante-dixième anniversaire de la coopération entre la CEE et la FAO, ainsi qu'entre la CEE et le Comité des forêts et de l'industrie forestière. Il a en outre été mentionné qu'à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de la coopération entre la CEE et la FAO, la Tchèque

organiserait une conférence internationale à Mariánské Lázně, où s'était tenue la première conférence internationale sur le bois d'œuvre, en 1947. Le représentant de la Tchéquie a fait savoir que les dates de cette conférence seraient communiquées en temps voulu. En réponse à des suggestions formulées par la Fédération de Russie et par la Tchéquie, le secrétariat a noté que ces deux pays étaient disposés à contribuer à la préparation d'une déclaration qui serait adoptée par les participants à la session.

Point 5 : Actualisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres processus internationaux ayant des répercussions sur les forêts

14. Les participants ont été informés de ce qui suit :

a) Les faits les plus récents en rapport avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ayant des incidences sur les statistiques, l'économie et la gestion forestières, en particulier le système de suivi et d'examen du Programme 2030 et l'adoption récente par la Commission de statistique de l'ONU d'un cadre mondial d'indicateurs pour les objectifs de développement durable et les cibles y associées ;

b) Les faits nouveaux intéressant les travaux du Forum des Nations Unies sur les forêts concernant le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et le Programme de travail quadriennal intégré (2017-2020) ;

c) L'initiative institutionnelle du Partenariat de collaboration sur les forêts à l'appui du Forum des Nations Unies sur les forêts, organisée du 28 au 30 novembre 2016 sur le thème « Définir des indicateurs forestiers mondiaux à l'appui de la mise en place du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'accord international concernant le Plan stratégique sur les forêts » ;

d) Les résultats de la treizième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique [Cancun (Mexique), 2-17 décembre 2016], s'agissant notamment de la prise en compte systématique de la biodiversité dans divers secteurs, tels que la foresterie, l'agriculture et les pêcheries¹.

15. Le Groupe de travail conjoint a examiné les résultats de ces processus et leur pertinence pour ses futurs travaux. Il s'est félicité des observations positives et encourageantes qui avaient été formulées au sujet des rapports établis conjointement aux niveaux mondial et régional et a pris note de la qualité de la coopération entre Forest Europe et la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois.

Point 6 : Orientations concernant les domaines d'activité

16. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le chef, un codirigeant ou un membre de chaque équipe de spécialistes a présenté les travaux de son équipe et passé en revue les activités menées en 2016 et au cours du premier trimestre de 2017. De son côté, le secrétariat a présenté brièvement les principales réalisations. On trouvera des renseignements détaillés sur le contenu de l'ensemble des exposés qui ont été faits dans les documents d'information établis à l'occasion de la session, ainsi que les faits saillants, dans l'ordre du jour annoté de la session (ECE/TIM/EFC/WP.2/2017/1). L'ensemble des documents peut être consulté sur le site Web de la CEE.

Domaine d'activité 1 : Données, suivi et évaluation

Ressources forestières

17. Le secrétariat a informé le Groupe de travail conjoint de l'état d'avancement des travaux menés et des activités prévues au titre de 2017, notamment la publication des

¹ L'ensemble des documents présentés peut être consulté à l'adresse suivante : [http://www.unece.org/forests/wpfssem2017.html#/.](http://www.unece.org/forests/wpfssem2017.html#/)

résultats de l'étude sur l'application pilote du Système d'évaluation de la gestion des forêts (SEMAFOR) et de l'étude sur la propriété forestière dans la région de la CEE. À cet égard, une attention particulière serait portée à la coopération entre la FAO, la CEE et Forest Europe concernant l'établissement de rapports à l'échelle régionale et mondiale, d'ici à 2020, sur les forêts et la gestion durable des forêts.

18. M. Stein Tomter, Chef de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO du suivi de la gestion durable des forêts, a présenté les produits obtenus au cours de l'année écoulée par l'Équipe, ainsi que les produits et incidences prévus pour l'année suivante. M. Tomter a fait savoir au Groupe de travail conjoint qu'il était prévu d'organiser la prochaine réunion de l'Équipe à Tromsø (Norvège), du 22 au 24 mai 2017.

19. Le Groupe de travail conjoint s'est félicité des travaux accomplis par l'Équipe de spécialistes et a apporté son appui aux grandes lignes définies pour leur poursuite par le secrétariat et par le Chef de l'Équipe. Les participants ont validé le plan de rationalisation des modalités d'établissement des rapports de portée mondiale et régionale et pris toute la mesure du rôle joué par l'Équipe de spécialistes CEE/FAO au titre de la mise en œuvre de cette activité et des autres activités prévues dans le programme de travail intégré CEE/FAO pour l'évaluation des ressources forestières. S'agissant de la collaboration aux fins de l'établissement de rapports sur les questions intéressant les forêts, le Groupe de travail a suggéré que la contribution positive des activités menées conjointement soit mieux mise en valeur dans le Programme de travail intégré CEE/FAO pour 2018-2021.

20. En ce qui concerne la collecte intégrée de données, le Groupe de travail a noté que la coopération entre l'Équipe d'évaluation des ressources forestières de la FAO, l'Unité de liaison de Forest Europe à Bratislava et la Section des forêts et du bois de la CEE/FAO était excellente. Les participants se sont dits favorables à ce que cette coopération se poursuive dans le cadre de la collecte de données en préparation de la prochaine édition du rapport sur l'état des forêts en Europe. Les représentants de la Fédération de Russie et de la Suisse ont souligné qu'il était important que le rapport en question soit produit sous l'égide de l'ONU. Le représentant de la Belgique a déclaré que Forest Europe devrait demeurer en charge de la production dudit rapport.

Marchés constituant des débouchés pour les produits forestiers

21. Le Groupe de travail conjoint a reçu des informations au sujet de la préparation de la Revue annuelle du marché des produits forestiers pour 2016-2017 et il lui a été demandé de fournir des orientations en ce qui concerne sa qualité, son contenu et l'échéancier de sa réalisation. Le secrétariat a indiqué qu'il n'était pas envisagé de modifier de façon notable le format ou la structure de la Revue. Cette année, il était prévu que le chapitre spécial soit consacré aux obstacles tarifaires et non tarifaires ayant une incidence sur les échanges de produits forestiers.

22. Le secrétariat a informé le Groupe de travail conjoint qu'il ne ménagerait aucun effort pour faire en sorte que la Revue annuelle soit disponible à temps pour Las 2017. Toutefois, la précocité de la date prévue pour cette session et la nécessité de disposer de deux semaines pour réaliser une présentation professionnelle de la publication, comme c'était le cas depuis 2013, poseraient des difficultés. De plus, on ne disposerait que d'une marge de manœuvre réduite pour démarrer la production plus tôt, compte tenu de la date à laquelle seraient publiées les données issues du Questionnaire commun sur le secteur forestier, dont la validation était nécessaire.

23. Le secrétariat a observé que l'on continuait d'enregistrer des retards significatifs dans la publication d'une version française de la Revue annuelle et a demandé au Groupe de travail conjoint de réfléchir à l'option qui consisterait à utiliser les fonds alloués à la traduction dans le budget de la Revue pour d'autres publications n'étant pas assujetties à une date de sortie aussi stricte. Cette question n'a pas fait l'objet d'autres délibérations.

24. Le secrétariat a remercié la Fédération de Russie d'avoir octroyé des ressources financières, l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des produits forestiers durables d'avoir assuré la relecture des épreuves et mis à disposition les compétences de ses experts, l'Université d'Helsinki d'avoir fourni des stagiaires, ainsi que les correspondants, auteurs et partenaires du Questionnaire commun sur le secteur forestier.

25. M. Eoin O'Driscoll, Chef de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des produits forestiers durables, a présenté les accomplissements et les activités de l'Équipe au titre de 2016, ainsi qu'un avant-projet de programme de travail pour 2017.

26. Les participants se sont dits satisfaits de la Revue annuelle du marché des produits forestiers et ont observé qu'il faudrait s'attacher à mieux la diffuser.

27. M^{me} Thaís Linhares-Juvenal, de la FAO, a donné un aperçu général de l'atelier mondial devant se tenir à Rome les 17 et 18 octobre 2017, sur le thème « Du bois durable pour un monde durable ». Cet atelier serait l'occasion de réunir les organisations internationales compétentes, les experts des produits forestiers durables, ainsi que des consommateurs de ces produits. Il pourrait constituer une première étape vers la création d'une instance de sensibilisation mondiale et s'inscrirait dans le cadre d'autres initiatives de portée mondiale axées sur l'environnement et la foresterie.

28. Les participants se sont dits préoccupés par la date de la tenue de l'atelier en question, puisqu'il s'agirait de la troisième réunion internationale consacrée aux produits forestiers durables prévue en octobre 2017. Toutefois, il a été noté qu'il était primordial que cet atelier ait lieu en temps voulu pour que ses conclusions puissent être utilisées en guise de contribution à la vingt-troisième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la vingt-quatrième session du Comité des forêts de la FAO.

Statistiques relatives aux produits forestiers

29. Le secrétariat a présenté ses plans pour 2017. Ils incluaient la collecte et la diffusion des données issues du Questionnaire commun sur le secteur forestier (QCSF) et du Questionnaire sur les prévisions relatives au bois. Les autres travaux prévus étaient l'actualisation des statistiques portant sur les prix, des activités portant sur le bilan des ressources en bois et l'élaboration d'un projet de questionnaire sur les produits de bois d'ingénierie.

30. L'avant-projet de Questionnaire commun sur le secteur forestier pour 2017, qui serait rendu public en 2018, a été examiné. Outre l'incorporation des tables de concordance entre le Questionnaire commun et l'édition 2017 du système harmonisé (SH), plusieurs modifications étaient prévues, notamment l'abandon d'une partie des entrées de la rubrique Pâtes de bois et l'ajout d'entrées aux rubriques Bois ronds tropicaux et Bois de récupération, ainsi que l'incorporation d'une entrée consacrée en propre aux feuilles pour placage. L'avant-projet serait distribué pour permettre aux correspondants d'examiner les modifications à apporter en 2018 et de s'y préparer.

31. Le secrétariat a présenté le projet de révision du SH 2022. À la suite de consultations approfondies, le Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques du secteur forestier, à sa réunion de février 2017, avait établi une liste de propositions initiales à examiner lors de la réunion de mai 2017 de l'Organisation mondiale des douanes. Cette liste serait communiquée à l'Équipe de spécialistes et au Groupe de travail conjoint.

32. La responsable adjointe de l'Équipe de spécialistes, M^{me} Sheila Ward (Commission des forêts du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), a présenté les travaux réalisés en 2016, les plans pour 2017 et les conclusions de la réunion de l'Équipe de spécialistes tenue le 28 mars 2017. L'Équipe avait approuvé les modifications qu'il était proposé d'apporter au Questionnaire commun sur le secteur forestier en 2017 (et était convenue d'en communiquer l'avant-projet aux parties intéressées) et elle avait suggéré que la tonne soit utilisée en guise d'unité de mesure du bois de récupération. L'Équipe avait également appuyé la mise au point d'un questionnaire expérimental portant sur les produits de bois d'ingénierie. M^{me} Ward a demandé que soient utilisées les données issues du Questionnaire sur les prévisions relatives au bois pour combler les lacunes du Questionnaire commun sur le secteur forestier de 2017 en termes de chiffres. L'Équipe de spécialistes a appelé de ses vœux la publication des résultats des études sur la viande de gibier. Elle a appuyé la proposition d'organisation d'un atelier consacré à un bilan mondial de la fibre de bois en décembre 2017. Les travaux concernant le SH 2022 ont été examinés en détail. Au cours de sa réunion, l'Équipe de spécialistes a reçu des informations concernant l'actualisation de la classification des produits forestiers établie par la FAO et

l'état d'avancement de l'étude sur les facteurs de conversion. Elle a également examiné la version actuelle de son mandat et a proposé d'y apporter quelques modifications.

33. Le Groupe de travail conjoint a exprimé son appréciation à l'Équipe de spécialistes pour ses travaux et a appelé de ses vœux la poursuite des améliorations déjà enregistrées s'agissant des statistiques relatives aux produits forestiers. Les produits, aussi nombreux que substantiels, constituaient un élément important du programme de travail et avaient une incidence positive au niveau national. Plusieurs représentants ont souligné l'importance du travail accompli au titre du SH 2022 et appelé les pays à faire savoir à leurs points de contact douaniers respectifs qu'ils approuvaient les modifications mentionnées.

34. En réponse à une question, le secrétariat a expliqué les modalités de la coopération en matière de données par l'entremise du Groupe de travail intersecrétariats sur les statistiques du secteur forestier et avec la FAO, s'agissant notamment de la base de données FAOSTAT et de l'utilisation des données relatives aux entrées supprimées dans le Questionnaire commun dans le cadre de l'Évaluation des ressources forestières. Un représentant de la FAO a mis en relief la qualité de la coopération entre la CEE et les autres membres du Groupe de travail intersecrétariats, ajoutant qu'elle constituait une contribution positive sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable.

Bois-énergie

35. Le secrétariat a informé le Groupe de travail conjoint de l'état d'avancement de la diffusion de la vidéo intitulée *More heat with less wood* (Plus de chaleur avec moins de bois), présentée à la session précédente du Groupe de travail. La vidéo en question avait été traduite en albanais, en géorgien et en turc à l'aide de ressources locales. On attendait une version en serbe plus tard dans l'année. Le secrétariat a exprimé ses remerciements pour ces diverses contributions, et plus particulièrement au Gouvernement allemand pour sa contribution financière à la production de la vidéo.

36. Sebastian Glasenapp, de l'Institut Thünen (Federal Research Institute for Rural Areas, Forestry and Fisheries), a présenté les résultats préliminaires de l'enquête sur le thème bois-énergie menée conjointement en 2015 et a fait observer que le taux de réponse était en amélioration. Ce facteur positif était susceptible d'avoir une incidence directe sur le succès de l'atelier qui serait organisé conjointement par la FAO, la CEE et l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) à Budapest.

37. M. Matthias Dees, de l'Université de Fribourg, a présenté à l'Équipe de spécialistes un aperçu général des activités menées dans le passé et prévues en matière de bois-énergie. L'Équipe de spécialistes a fait savoir qu'elle examinait actuellement le projet de publication intitulée *Wood energy in Europe, CIS and North America* (Le bois-énergie en Europe, dans la Communauté d'États indépendants et en Amérique du Nord). L'ensemble des orateurs a souligné qu'il était essentiel que la coopération intersectorielle en matière de bois-énergie soit de qualité et a adressé des remerciements à l'Agence internationale de l'énergie, à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, à AEBIOM, à la FAO et à la Banque mondiale.

38. Le Groupe de travail conjoint a remercié le secrétariat pour ses travaux fructueux sur le thème du bois-énergie et pour les mises à jour qu'il avait communiquées. Plusieurs États membres se sont dits très impressionnés par les données recueillies et ont insisté sur la marge d'amélioration possible de la collaboration au titre de l'Étude conjointe CEE/FAO sur le bois-énergie. Le Groupe de travail a salué en particulier l'organisation de l'atelier sur le renforcement des capacités.

39. Le Groupe de travail conjoint a prié l'Équipe de spécialistes d'utiliser dans la publication à paraître les dernières données en date issues de l'Étude conjointe CEE/FAO sur le bois-énergie de 2015. Les États membres ont appuyé les plans de travail présentés par le secrétariat, soulignant en particulier le caractère positif de l'approche consistant à colliger les données recueillies grâce au Questionnaire commun sur le secteur forestier et à l'Étude conjointe et à resserrer les liens avec les fournisseurs de données énergétiques à l'échelle internationale. Les États membres et les parties prenantes ont souligné qu'il était important de procéder à une évaluation des politiques en matière de biomasse ligneuse et de leurs incidences sur les produits du bois et le secteur forestier.

Domaine d'activité 2 : Dialogue directif et conseils

40. Le secrétariat a présenté les activités qui seraient menées dans un proche avenir en matière de politique forestière. Il a indiqué qu'il continuerait de suivre l'évolution des politiques de portée mondiale et régionale intéressant les forêts et communiquerait des informations à leur sujet aux États membres.

41. La Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois mettait actuellement au point une étude régionale sur le thème « Forêts et eaux : mesure de la valeur et paiement des services procurés par les écosystèmes forestiers ». L'objectif de cette étude était de faire apparaître des corrélations entre les forêts et l'eau, de montrer comment il serait possible de mesurer la valeur des écosystèmes et quelles seraient les modalités de fonctionnement d'un système efficace de paiement pour les services procurés par les écosystèmes.

42. S'agissant du suivi du Plan d'action de Rovaniemi pour le secteur forestier dans le contexte d'une économie verte, les activités du secrétariat incluraient l'appui à la mise en œuvre du Plan d'action et la diffusion d'informations à cet égard. L'examen à mi-parcours du Plan d'action serait mené sous l'égide de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO de la politique forestière et en coordination avec elle.

43. M^{me} Marta Gaworska, responsable de l'Équipe de spécialistes de la politique forestière, a présenté les accomplissements enregistrés et les activités menées par l'Équipe en 2016 ainsi que son programme de travail provisoire jusqu'à la fin de 2017, à commencer par le renforcement de sa coopération avec les autres équipes de spécialistes et des partenaires tels que Forest Europe.

44. Les participants ont pris acte de l'importance des travaux effectués par le secrétariat et l'Équipe de spécialistes de la politique forestière et ont appelé de leurs vœux la poursuite des efforts déployés dans ce domaine. Plusieurs pays (États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, Irlande, Pologne, Suisse et Ukraine) ont recommandé de réduire le champ des activités de l'Équipe de spécialistes afin que ses travaux donnent à l'avenir des résultats plus concrets.

45. Le Groupe de travail conjoint a appuyé le plan mis au point pour l'examen à mi-parcours du Plan d'action de Rovaniemi. La Fédération de Russie a également souligné qu'il importait de suivre les évolutions politiques de portée mondiale ou régionale ayant une incidence sur les forêts. À cet égard, des modalités de travail plus flexibles ont été proposées pour l'Équipe de spécialistes, comme la réalisation d'études ponctuelles sur des thèmes spécifiques. Il a été recommandé de modifier la dénomination de l'Équipe de spécialistes et de la rebaptiser « Réseau de la politique forestière », ce qui refléterait mieux la nature dynamique et inclusive des travaux qu'elle entreprenait.

46. L'Ukraine s'est félicitée des travaux réalisés au titre de l'étude « Forêts et eaux : mesure de la valeur et paiement des services procurés par les écosystèmes forestiers » et suggéré que soient incluses dans l'étude des informations relatives aux méthodes qui permettraient d'instaurer un paiement pour les services procurés par les écosystèmes. L'Ukraine a également souligné qu'il était important d'engager un dialogue sur les questions forestières au plan national.

47. Les États-Unis d'Amérique ont suggéré que l'Équipe de spécialistes produise et diffuse des aperçus généraux dans un langage accessible à tous, ainsi que d'autres supports de communication similaires, afin que les parties prenantes qui ne sont pas membres de l'Équipe de spécialistes, aux plans régional ou national, soient mieux informées. Le Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier pourrait à cet égard apporter une contribution utile.

Perspectives du secteur forestier

48. Le secrétariat a présenté les travaux menés au titre des perspectives du secteur forestier – au nom du responsable de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des perspectives du secteur forestier, M. Mart-Jan Schelaas (Alterra) –, soulignant l'intérêt récemment suscité par ce thème parmi les États membres et les professionnels. Pour faciliter le financement de ces activités, le secrétariat a constitué un fonds d'affectation spéciale

multidonateurs pour la mise en œuvre de l'Étude des perspectives du secteur forestier en Europe III. Le Comité exécutif de la CEE a approuvé la création de ce fonds d'affectation spéciale le 24 mars 2017 et le secrétariat a expliqué que la Suisse avait d'ores et déjà eu l'obligance de fournir des ressources financières à ce titre, avant d'inviter les autres pays à envisager de contribuer eux aussi au projet.

49. L'Équipe de spécialistes des perspectives du secteur forestier a remercié la Fédération de Russie d'avoir organisé avec succès à Moscou, en décembre 2016, un atelier consacré à la « Rationalisation des études sur les perspectives du secteur forestier dans la région de la CEE ».

50. En coopération et en coordination étroites avec le secrétariat, l'Équipe prévoyait de tenir au moins une réunion en 2017 et d'organiser plusieurs rencontres axées sur le renforcement des capacités en matière de modélisation de la croissance forestière et des marchés constituant des débouchés pour les produits forestiers.

51. Le Groupe de travail conjoint a confirmé l'importance des études consacrées aux perspectives du secteur forestier et souligné qu'il était nécessaire que des questions telles que la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation, ou encore le rôle des objectifs de développement durable, soient examinées dans les études à venir. S'agissant de la préparation de ces études, les États membres ont prié instamment le secrétariat et l'Équipe de spécialistes de se montrer parfaitement transparents et de les en tenir informés. Les participants ont suggéré de faire appel aux points de contact nationaux afin d'entretenir une communication étroite au sujet des progrès réalisés dans le cadre des études et aux fins de l'amélioration de la précision et de la qualité des données servant à élaborer des modèles. En outre, les États membres ont demandé à obtenir les résultats des études menées au plan national. Le Groupe de travail conjoint a demandé au secrétariat et à l'Équipe de spécialistes d'œuvrer au renforcement des capacités méthodologiques en matière de perspectives du secteur forestier avec leurs collègues des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale ainsi que de la Communauté d'États indépendants.

Domaine d'activité 3 : Communication et information

52. Le Groupe de travail conjoint a été informé des principales manifestations, publications et activités de diffusion prévues pour 2017. Lui a notamment été présenté un résumé des activités envisagées au niveau européen pour le soixante-dixième anniversaire de la collaboration entre la CEE et la FAO et à l'occasion de la quatrième Semaine européenne des forêts, qui se tiendrait parallèlement à Las2017.

53. Le secrétariat, au nom de M. Ingwald Gschwandtl, responsable de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO de la communication (Réseau de spécialistes de la communication dans le secteur forestier), a présenté les accomplissements enregistrés et les activités menées par l'Équipe en 2016, ainsi que ses plans pour 2017.

54. Les participants se sont dits satisfaits des publications et des sites Web informatifs consacrés aux réunions et ils ont recommandé que soient établis des résumés des publications afin d'améliorer la disponibilité de l'information, la visibilité de ces publications et d'élargir le public susceptible d'en bénéficier. En outre, il a été recommandé d'améliorer la page d'accueil du site Web CEE/FAO pour la rendre plus conviviale et faire en sorte qu'elle assure une meilleure promotion des produits issus des travaux des deux entités.

55. Les participants ont dit apprécier les outils de communication et les informations concernant la Journée internationale des forêts et ont mis en relief l'utilité de la vidéo intitulée « Plus de chaleur avec moins de bois ».

56. La Pologne a dit attendre avec intérêt les travaux qui seraient menés conjointement aux titres de la campagne de communication sur la Semaine européenne des forêts et de la promotion de Las2017.

57. La FAO a précisé que les membres du Partenariat de collaboration sur les forêts se réuniraient à la fin du mois d'avril ou au début du mois de mai et feraient ensuite connaître le thème de la Journée internationale des forêts 2018.

Domaine d'activité 4 : Renforcement des capacités

58. Le projet de renforcement des capacités « Dispositifs de contrôle de la gestion durable des forêts dans le Caucase et en Asie centrale », financé par le Compte pour le développement de l'ONU, a fait l'objet d'un exposé ; les activités entreprises en 2016-2017 et le calendrier établi jusqu'en 2019 ont également été présentés.

59. Le secrétariat a communiqué les conclusions de l'Atelier d'information et de renforcement des capacités en matière de bois-énergie tenu à Budapest en décembre 2016, ainsi qu'une proposition d'atelier qui serait l'occasion de faire un bilan des ressources en bois, en décembre 2017.

60. Les participants ont demandé instamment que le renforcement des capacités ne concerne pas seulement l'Asie centrale et le Caucase, mais aussi l'Europe orientale. Le secrétariat a indiqué qu'il s'agissait déjà d'une priorité pour l'ensemble du système des Nations Unies.

61. Le secrétariat a présenté les activités menées conjointement dans le domaine des emplois verts dans le secteur forestier. Il s'apprêtait à mettre la dernière touche à l'étude des aspects sociaux de la main-d'œuvre employée dans le secteur, dans laquelle il fournirait davantage d'exemples de la situation des employés du secteur forestier dans la région de la CEE. Le 4 mai 2017, une manifestation parallèle organisée conjointement par la CEE, la FAO et Forest Europe sur les emplois verts dans le secteur forestier se tiendrait à l'occasion de la douzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts. En outre, les 27 et 28 juin 2017, à Bratislava, un atelier serait organisé conjointement avec Forest Europe sur la promotion des emplois verts dans le secteur forestier. La poursuite de la coopération régionale dans ces domaines, conformément aux dispositions de la Résolution ministérielle de Madrid, permettrait d'atteindre les objectifs définis dans le Programme de travail de Forest Europe et contribuerait à la mise en œuvre du Plan d'action de Rovaniemi.

62. Au nom de M. Andreas Bernasconi, Chef adjoint de l'Équipe de spécialistes CEE/FAO des emplois verts du secteur forestier, le secrétariat a présenté les activités que l'Équipe prévoyait d'entreprendre dans un proche avenir. Comme prévu, elle mettrait la dernière touche à une étude sur les emplois verts et leur répartition et continuerait d'apporter un appui aux activités menées conjointement par la CEE, la FAO et Forest Europe.

63. Forest Europe a remercié le secrétariat pour ses travaux de communication et de coordination s'agissant des emplois verts et a invité les représentants à participer à l'atelier qui se tiendrait à Bratislava les 27 et 28 juin 2017. Cet atelier serait l'occasion d'examiner les activités prescrites dans la Résolution ministérielle de Madrid n° 1, qui plaçait les forêts au centre de l'économie verte.

64. La Fédération de Russie s'est félicitée d'avoir reçu des éléments d'information par avance au sujet des manifestations à venir et a apprécié la qualité des documents distribués.

65. Les États-Unis d'Amérique ont souligné qu'il était nécessaire d'examiner la question du bien-être des employés du secteur forestier dans le cadre des activités présentées par le secrétariat et sont convenus eux aussi qu'il fallait recueillir les données voulues, tout en prenant acte des difficultés associées à cette tâche.

Point 7 : Examen stratégique du Programme de travail intégré comprenant un débat sur les mandats des équipes de spécialistes dans le cadre du programme de travail intégré pour 2017-2021, ainsi que sur leurs contributions et leurs activités

66. Le Groupe de travail conjoint a examiné l'avant-projet de Programme de travail intégré, y compris sa portée, sa structure et son contenu, ainsi que les mandats respectifs du Groupe de travail et des équipes de spécialistes, et il en a débattu. On trouvera ses recommandations en annexe.

67. Le secrétariat a présenté ce point de l'ordre du jour. L'animateur de la session, M. Gerben Jansen (Suède), a souligné que le document visé avait été rédigé dans une optique inclusive et abordait l'ensemble des domaines présentant un intérêt pour les divers États membres. Il a également indiqué que le Programme de travail intégré se concentrait sur les domaines d'activité de base et qu'une liste d'activités spécifiques à mettre en œuvre sur une base annuelle serait communiquée aux États membres dans un document distinct.

68. En outre, en réponse à une question sur la procédure envisagée pour débattre de l'avant-projet de Programme de travail intégré, le secrétariat a précisé que les consultations tenues jusqu'alors avaient été informelles et avaient pris la forme d'enquêtes, de consultations par voie électronique et d'un atelier. La première occasion offerte aux États membres d'examiner l'avant-projet de façon formelle l'était dans le cadre de la session du Groupe de travail, organe subsidiaire du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la Commission européenne des forêts (CEF). Les participants au Groupe de travail étaient convenus de débattre du Programme de travail intégré et de l'examiner conformément à l'ordre du jour (document ECE/TIM/EFC/WP.2/2017/1) qu'ils avaient adopté en début de session. Plusieurs États membres ont noté que cela était conforme aux procédures et pratiques du système des Nations Unies, appliquées par d'autres entités.

69. Plusieurs pays se sont dits satisfaits des travaux effectués conjointement et ont souligné qu'il était important de tenir des sessions conjointes du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la CEF, notamment afin de réaliser des économies en termes de coût. Il a toutefois été noté que des réunions distinctes du comité exécutif de la CEF et du bureau du Comité des forêts et de l'industrie forestière devaient être tenues lorsque c'était nécessaire. Selon la Finlande, il fallait organiser davantage de réunions conjointes. La Pologne a souligné qu'il conviendrait d'améliorer la coordination des activités menées par les équipes de spécialistes et l'Autriche s'est dite favorable à la prorogation du mandat de l'ensemble de ces équipes. Plusieurs pays ont noté que le Programme de travail intégré pouvait contribuer à la mise en œuvre d'autres engagements internationaux, comme le Plan stratégique des Nations Unies sur les forêts (2017-2030) et le Programme de travail quadriennal, les objectifs de développement durable pertinents et l'Accord de Paris. La Belgique et la France ont insisté sur la nécessité de préciser le mandat de chacune des organisations œuvrant dans le domaine des forêts dans la région paneuropéenne. À cet égard, la FAO et la CEE ont apporté des éclaircissements quant aux modalités de la modification des mandats respectifs du Comité des forêts et de l'industrie forestière et de la CEF.

70. Le Groupe de travail a passé en revue les mandats respectifs des huit équipes de spécialistes dans le cadre d'une séance interactive. Les participants ont été invités à en débattre dans l'optique du Programme de travail intégré, en s'intéressant notamment aux « Produits et activités », aux « Atouts et faiblesses », aux « Risques externes » et au « Potentiel de coopération ». Les membres suivants des équipes ont présenté brièvement les mandats tels que décrits dans la deuxième partie du Programme de travail intégré : M. Stein Tomter, M^{me} Annamari Bastrup-Birk, M^{me} Sheila Ward, M. Eoin O'Driscoll, M. Mart-Jan Schelhaas, M. Matthias Dees, M. Andreas Bernasconi, M. Ingwald Gschwandtler et M^{me} Marta Gaworska. Ces délibérations ont constitué une source précieuse de commentaires en retour tant pour les équipes de spécialistes que pour les représentants qui assistaient à la session. Les conclusions de cet examen sont reflétées dans les mandats révisés des équipes de spécialistes, tel qu'énoncés à l'annexe I du présent rapport.

71. La représentante de la Belgique a déclaré que son pays ne participait pas à l'examen du projet de programme de travail intégré car elle entretenait des doutes quant à la procédure applicable en la matière. La Finlande a proposé que soit mis au point un calendrier détaillé des manifestations et activités à venir, afin que les experts puissent s'y préparer au niveau national. Il a également été demandé que la liste des membres des équipes de spécialistes soit actualisée tous les deux ans. La Suisse s'est félicitée des modalités interactives de l'examen des mandats respectifs des équipes de spécialistes et a adressé des remerciements à cet égard au Président et au secrétariat. Les États-Unis d'Amérique ont pris acte des ressources importantes investies par le secrétariat au titre du service des équipes de spécialistes et ont suggéré que soient recherchés d'autres moyens d'appuyer les travaux des équipes. Forest Europe a confirmé qu'elle avait établi une bonne coopération avec la Section conjointe CEE/FAO de la forêt et du bois et avec les équipes de spécialistes (par exemple au sujet de la gestion durable des forêts et des emplois verts).

Point 8 : Questions diverses

72. Le secrétariat l'ayant interrogé à ce sujet, le Groupe de travail a confirmé qu'il ne publierait sous forme de documents officiels que l'ordre du jour annoté et le rapport de la session, et que les autres documents de séance seraient publiés en tant que documents informels.

Point 9 : Date et lieu de la prochaine session

73. Le Groupe de travail conjoint est convenu que sa prochaine session aurait lieu les 22 et 23 mars 2018 au Palais des Nations, à Genève. Cette quarantième session se tiendrait ainsi à proximité immédiate de la Journée internationale des forêts, qui serait célébrée le 21 mars 2018. Le Groupe de travail a encouragé le secrétariat à réfléchir plus avant à la possibilité d'organiser à l'avenir des réunions conjointes avec le Comité du logement et de l'aménagement du territoire et ses organes subsidiaires.

Point 10 : Élection du Bureau

74. Le Groupe de travail conjoint a réélu M. Jeffrey Prestemon (États-Unis d'Amérique) Président et M. Johannes Hangler (Autriche) et M. Matthias Dieter (Allemagne) Vice-Présidents jusqu'à la fin de sa quarantième session.

Point 11 : Adoption du rapport

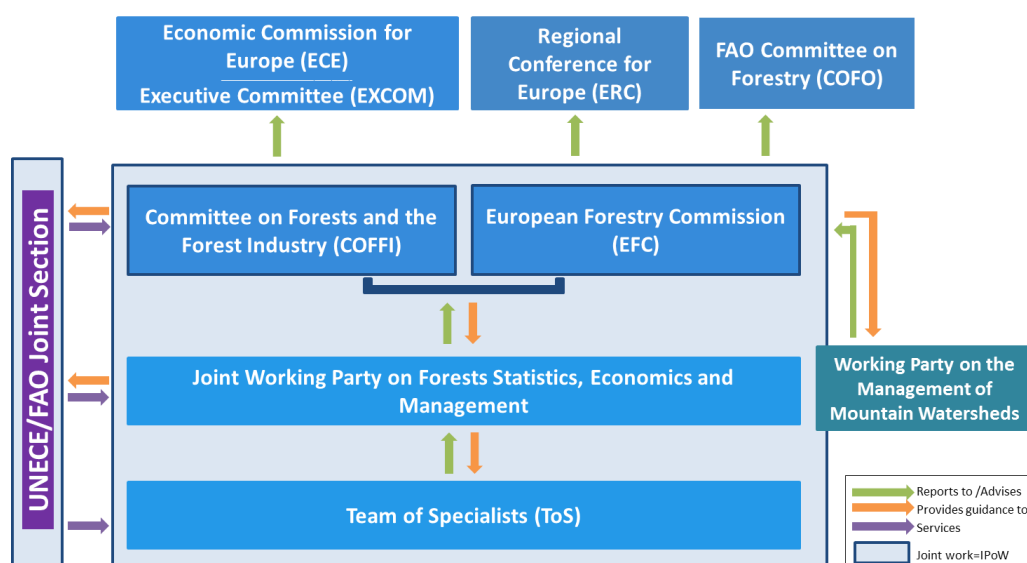
75. Le Groupe de travail conjoint a adopté le rapport de sa session sur la base du projet établi par le secrétariat et a exprimé son appréciation au Président.

Annexe I

Draft decisions in support of the implementation of the Integrated Programme of Work

1. The “Las2017”, the Joint Session of COFFI and EFC which took place in Warsaw, Poland from 9 to 13 October 2017 made the following decisions:
2. Adopt the attached Integrated Programme of Work for the period 2018-2021.
3. Formal governance is undertaken by the two parent bodies, the ECE COFFI and the FAO EFC, which have the ultimate oversight responsibility for the implementation of the Integrated Programme of Work. The frequency of meetings is decided in accordance with their respective rules of procedure. According to established practice, COFFI meets annually, while the EFC meets every second year. COFFI and EFC will hold joint sessions [in 2019 and 2021] with the aim to further strengthen cooperation, build on synergies and ensure cost efficiency. [Mid-term review and other amendments in the Integrated Programme of Work would be considered during the COFFI sessions with participation of the EFC Executive Committee]. During joint meetings, matters of relevance to COFFI or the EFC only would be considered separately and under specific agenda items during these sessions. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management, a subsidiary body of the COFFI and the EFC which contributes to the implementation of the Integrated Programme of Work, meets annually.

Governance structure for the IPoW of EFC and COFFI



4. The Bureau of COFFI and the Executive Committee of the EFC are entrusted with overseeing the implementation of the Integrated Programme of Work and with providing guidance as needed. They have the authority to take decisions to support the implementation of the Integrated Programme of Work between sessions of the parent bodies. They should meet jointly at least twice annually and inform the member States about their decisions as appropriate.
5. Joint sessions should have the same name for each session – “forest” in the language of the country hosting the session and then the year of the session, when taking place outside ECE and FAO Headquarters.

6. Continue and maintain the joint preparation and implementation of the Integrated Programme of Work. The joint secretariat will service the joint sessions of the two intergovernmental bodies, the joint meetings of the Bureaux, produce joint publications and have a joint profile.

7. Encourage member States to strengthen coordination between COFFI and EFC delegates at the national level in implementation of the Integrated Programme of Work (for example, by appointing the same Head of Delegation for both).

8. Engage COFFI and EFC members in linking the ECE and FAO work to activities at the national level in order to ensure feedback on the Integrated Programme of Work and encourage the cooperation between countries in this regard.

Data management

9. Data on forests and forest management are collected through regular and ad hoc processes. They are often collected, stored and disseminated separately, through different means and formats. Taking into account relatively long data collection cycles, this situation seriously hampers continuity, inter-connectivity, and planning for data collection and its management. This also limits the availability and usability of the information collected.

10. It is recommended that the organization and structure of data on forests (collected and retained by the Joint ECE/FAO Forestry and Timber Section), their management, their functions and their services be analyzed. While avoiding any duplication with existing similar repositories, the results of this analysis would provide the basis for the establishment of an electronic repository, enhancing the efficiency of data collection, management and dissemination.

Private sector

11. The involvement of the private sector, given its relevance to the work undertaken by the Committee and the Commission, should be increased, including through the enhanced participation in existing subsidiary and expert bodies, which could then provide advice to the ECE and FAO regarding further private sector engagement.

Funding

12. The final list of activities prepared every year should contain a related budget (and should include both human and financial resource needs) to help member States recognize funding needs and understand the feasibility of activities. Additional sources of funding will be sought from relevant global, regional and national donor organizations.

Outreach

13. To the upmost extent possible, communication activities shall be implemented with due regard to keeping a balance between subregions and between official languages of COFFI and the EFC in order to increase the impact and visibility of work. Outreach activities might include a high level segment in key meetings, which would bring together ministers and chief executive officers of private companies, and heads of other organizations.

Partnerships

14. Partnerships, within the scope of ECE and FAO relevant policies, should be established with other sectors, including through cooperation with other ECE Committees. Partnerships should be designed to serve to demonstrate the value of forests and forest products for other sectors (energy, environment, housing, employment, climate change, etc.).

15. Cooperation with other intergovernmental organizations and processes, including Forest Europe, the European Union, the CIS Intergovernmental Council on Forestry and the Forest Industry, the European Forest Institute (EFI), IUFRO, the United Nations Forum on Forests and the International Tropical Timber Organization (ITTO), amongst others, should be fostered.

16. Good examples of cross-sectoral cooperation should be highlighted and showcased whenever possible.
17. Partnerships are expected to enhance synergies of work and cooperation amongst relevant organizations to avoid fragmentation of regional work on forests.

I. Integrated Programme of Work

Part 1

1. The oversight responsibility for the implementation of the Integrated Programme of Work of the Committee on Forests and the Forest Industry (COFFI) and the European Forestry Commission (EFC) remains with the members of the Committee and the Commission.
2. The implementation and coordination responsibilities for the Integrated Programme of Work of the Committee on Forests and the Forest Industry (COFFI) and the European Forestry Commission (EFC) rests primarily with ECE and FAO through the Joint ECE/FAO Forestry and Timber Section. The implementation is supported by the ECE/FAO Joint Working Party on Forest Statistics, Economics and Management (JWP), the ECE/FAO Teams of Specialists, as well as relevant units of the ECE and FAO. The Programme is also implemented with the support of member States, in close cooperation with relevant organizations and processes at all levels and other relevant stakeholders participating in the Committee and Commission intergovernmental processes.

A. Scope

3. The Integrated Programme of Work covers all fifty-six member States of the ECE region, in line with the ECE COFFI membership². Thirty-nine member States, which are all ECE member States, and the European Union, are members of the EFC³.
4. The Programme encompasses the following main topics related to forests, sustainable forest management and the forest sector:
 - a) The state of forests and forest management, biodiversity conservation, mitigation of and adaptation to climate change, restoration of forests and other forest-related environmental issues;
 - b) The implementation and promotion of sustainable forest management;
 - c) Forest related industries, the use of forest products, as raw material, construction, and energy; and related innovation perspectives;
 - d) Forest and forest sector policies, institutions and instruments, including the linkages between forest and timber policies and other sectoral policies;

² Albania, Armenia, Austria, Azerbaijan, Belarus, Belgium, Bulgaria, Canada, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Georgia, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Kazakhstan, Kyrgyzstan, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Republic of Moldova, Montenegro, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Serbia, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, Tajikistan, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Turkmenistan, Ukraine, United Kingdom, United States and Uzbekistan.

³ Albania, Austria, Belarus, Belgium, Bulgaria, Croatia, Cyprus, Czech Republic, Denmark, Estonia, Finland, France, Germany, Greece, Hungary, Iceland, Ireland, Israel, Italy, Latvia, Lithuania, Luxembourg, Malta, Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Russian Federation, Slovakia, Slovenia, Spain, Sweden, Switzerland, The former Yugoslav Republic of Macedonia, Turkey, Ukraine, United Kingdom, Uzbekistan and the European Union.

e) The contribution of the forest sector in the transition towards a green economy, forest products and ecosystem services, employment and other socio-economic aspects; including economic viability of the sector;

f) The implementation of the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development (2030 Agenda) and the achievement of the forest-related Sustainable Development Goals (SDGs) as well as the implementation of UN Strategic Plan for Forests 2017-2030.

B. Overall goal

5. The overall goal of the Integrated Programme of Work 2018-21 for COFFI and the EFC, the Joint ECE-FAO Working Party for Forests Statistics, Economics and Management and the Teams of Specialists, is to support member States, international organizations and relevant stakeholders in their efforts to sustainably manage and use forests so that they provide products and ecosystem services to benefit society.

C. Objective of the Integrated Programme of Work

6. The Integrated Programme of Work aims to assist member States to achieve the overall goal described above by: providing the best available information; facilitating policy dialogues and communication; and building capacity.

7. It will contribute to the implementation of: (i) the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development and the achievement of the SDGs, (ii) the United Nations Strategic Plan for Forests 2017-2030, (iii) the United Nations Forum on Forests (UNFF) Quadrennial Programme of Work 2017-2020, (iv) the Aichi Biodiversity Targets, (v) the Bonn Challenge, (vi) the Rovaniemi Action Plan for the Forest Sector in a Green Economy, (vii) the Paris Agreement adopted under the United Nations Framework Convention on Climate Change, (viii) other international objectives relevant to forests.

D. Structure and work areas

8. The Integrated Programme of Work remains structured around four main functions, or work areas (WA), as follows:

WA 1: Data, monitoring and assessment

WA 2: Policy dialogue and advice

WA 3: Communication and outreach

WA 4: Capacity-building

9. The Programme refers to the Rovaniemi Action Plan for the Forest Sector in a Green Economy, which was adopted by the ECE COFFI and the FAO EFC at their joint sessions in December 2013 (Metsa2013). Actions contained in that Plan and attributed to the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section are indicated in an annex to the Plan with an asterisk and are reflected in the annual list of activities as part of the Integrated Programme of Work 2018-2021, subject to availability of financial and human resources.

10. Specific activities and outputs proposed for the four work areas are outlined below.

WA 1: Data, monitoring and assessment

11. The data collection and reporting work in the region consists of the following:

a) Collection, validation and dissemination of statistics and other information on: forest resources, forest products (wood and non-wood), forest functions and services, progress toward sustainable forest management, forest policies, institutions and instruments, and the contribution of the forest sector to a green economy;

b) Analysis and assessment of the state of forests, sustainability of forest management and forest products markets; and monitoring the role of the forest sector in a green economy;

c) Cooperation and support to international processes on sustainable forest management, including the development and use of regional Criteria and Indicators and collaboration with Forest Europe in the preparation of the report on the State of Europe's Forests.

12. The monitoring and analysis of developments in various forest-related areas and cooperation with other relevant organizations working in these areas, while avoiding duplication. This includes the gathering of comprehensive statistics and data (quantitative and qualitative), and developing methodologies for data collection, analysis and assessments on:

a) Forest product markets and services;

b) Current forest conditions, sustainable forest management, and the functions and services forests provide;

c) Long-term supply of and demand for wood and other forest goods and services;

d) Use of wood energy and its implications for sustainable forest management;

e) Jobs, employment and working conditions.

13. Data are collected in partnership with member States, international organizations and the scientific community, based on agreed standards and rules. The Team of Specialists will pay particular attention to the integration and consolidation of reporting activities with other processes in the region (e.g. Forest Europe, FRA process). Activities under WA1 are also expected to improve the quality of information, ensuring international compatibility, storage, dissemination and analysis of the information, and to assist member States in strengthening their capacity in this area (see WA 4 on capacity-building).

14. Outputs from this work area include: the Forest Products Annual Market Reviews; the State of Europe's Forests (in collaboration with Forest Europe); the Joint Forest Sector Questionnaire (JFSQ); Timber Forecast Questionnaire (TFQ); Joint Wood Energy Enquiry (JWEE); the Collaborative Forest Resources Questionnaire (CFRQ); the regional input to the FAO Global Forest Resource Assessment (FRA) in cooperation with Forest Europe; associated databases of the previously mentioned outputs; forecast tables; the reporting of progress towards implementation of the 2030 Agenda on Sustainable Development and achievement of forest-related SDGs, and the UN Strategic Plan for Forests 2017-2030 ; studies on forest employment and working conditions; assessment of the contribution of the forest sector to a green economy; and ad hoc enquiries and studies contributing to areas mentioned under items 9 and 10, upon decision by COFFI and the EFC.

WA 2: Policy dialogue and advice

15. This work area includes contributions to the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and forest related SDGs, the UN Strategic Plan for Forests 2017-2030 and to the global (mainly UNFF and FAO Committee on Forestry (COFO)), regional (in particular, CIS Intergovernmental Council on Forestry and Forest Industry, Eurasian Economic Commission, European Commission, European Forest Institute (EFI) and Forest Europe) and national forest dialogues. Activities in this work area also contribute to efforts to promote cross-sectoral cooperation.

16. This component also involves the organization of policy dialogues and specific studies in the ECE region, and at the national level on request from member States. The subjects to be covered will, depending on availability of financial and human resources, address issues mentioned in the scope of the Integrated Programme of Work (part I.A).

17. Outputs from this work area include: analyses, guidelines and recommendations to support member States in implementing the 2030 Agenda and achieving its forest related SDGs, the UN Strategic Plan for Forests 2017-2030 and countries Voluntary Planned Contributions for its achievement, the UNFF Quadrennial Programme of Work 2017-2020,

the Rovaniemi Action Plan for the Forest Sector in a Green Economy and the Paris Agreement; contributions to the Forest Europe Work Programme 2016-2020; National Forest Policy Dialogues and other policy dialogues and workshops for the ECE region; the next Forest Sector Outlook Studies; and the policy-related parts of relevant ECE and FAO joint work/studies, such as relevant reviews and reports on the status and trends in forests and sustainable forest management.

WA 3: Communication and outreach

18. Communicating effectively within and outside the forest and forest products sector is essential to promote sustainable forest management. Enhancing the efforts of the Committee and the Commission to reach out to relevant constituencies to draw attention to the regional priorities in the forest sector and to increase the dissemination of the information and tools produced, at the national, regional and global levels, will make an important contribution to this end. This will be achieved through:

- a) Providing a platform for international cooperation in forest related communication (through the Forest Communicators Network Team of Specialists);
- b) To contribute to the dissemination of information on and the implementation of WA1, WA2 and WA4;
- c) Organizing events and campaigns in support of sustainable forest management and forest products and services (e.g. the International Day of Forests, the European and Global Forest Weeks);
- d) Dissemination of information produced under the Integrated Programme of Work via policy briefs, press briefs, the Forest Information Billboard, social media/networks, videos and ad hoc studies, whenever results are available and new information released;
- e) Maintaining and improving the ECE/FAO website especially regarding user-friendliness and design;
- f) Contributing to the organization of relevant events in member States and the dissemination of their forest-related announcements (e.g. capacity building workshops, special public relations events) in cooperation with member States and other stakeholders;
- g) Carrying out outreach activities beyond the forest sector for disseminating information that highlights the relevance of forests and forest products and services to other sectors (e.g. energy events, biodiversity and environment meetings, sustainable construction and buildings);
- h) Communicating effectively the news and updates from the work at other forest-related international fora.

19. Outputs from this work area include: events and campaigns (e.g. contribution to the organization of International Forest Day events, contribution to the organization of the European Forest Week, etc.); policy briefs; press briefs; contribution to the Forest Information Billboard; contribution to, and dissemination of, ad hoc studies through communication channels; and inputs to the website.

WA 4: Capacity-building

20. While all member States benefit from international cooperation through the Integrated Programme of Work, technical assistance is available to countries in Eastern and South Eastern Europe, the Caucasus and Central Asia. This work on capacity-building aims at encouraging sustainable forest management, data collection, monitoring and analysis as well as promoting the engagement of national experts from the region in international activities relevant to the region, including issues such as forest restoration and the Bonn Challenge. It covers the themes encompassed in the scope of this Integrated Programme of Work, with a particular focus on:

- a) National systems for forest monitoring and statistical reporting;
- b) Forest communication strategies;

- c) Mitigation of and adaptation to climate change;
- d) Forest Landscape Restoration (FLR) and the “Bonn Challenge”;
- e) The contribution of the forest sector to a green economy.

21. The implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development and the achievement of forest-related SDGs, the UN Strategic Plan for Forests 2017-2030 and countries’ Voluntary Planned Contributions, and the Paris Agreement.

22. This work area also benefits from the implementation of the United Nations Development Account (UNDA) project on “Accountability Systems for Sustainable Forest Management in the Caucasus and Central Asia” (2016-2019).

23. Outputs from this work area include: publications; capacity building workshops; training material and recommendations; technical assistance; provision of specific, targeted expertise; enhanced cooperation and development of contacts in the target countries.

E. Principles guiding implementation

24. Implementation should be guided by the following principles, while building in flexibility when needed to achieve optimal results:

Partnership

25. There will be a strong focus on working in partnerships with international and regional actors as the most effective way of optimizing benefits and avoiding potential duplication of activities. COFFI and the EFC will seek and welcome cooperation for any of the relevant outputs under the four work areas.

Outreach to other constituencies

26. In the implementation of the IPoW, the Committee and the Commission will look beyond the traditional forest constituency to make sure the relevance of the forest sector and its contribution to other sectors is well recognized and understood. They will coordinate relevant actions with, for example, the environment, biodiversity, energy, water, agriculture, construction and building sectors, using the potentials offered by the ECE and FAO.

Expert advice

27. The work and expected outputs of the Teams of Specialists will be fully aligned with the Integrated Programme of Work and its objectives and will support the related areas of work, recognizing the importance of the involvement of the scientific community. In this context, the Forest Communicators Network should support other Teams on outreach efforts and for the dissemination of relevant products. Due regard should be given to the COFFI and EFC official languages when organizing meetings and issuing publications and documents, as appropriate.

Involvement of the private sector

28. The Integrated Programme of Work recognizes the private sector as a key actor for developing sustainable forest management, sustainable forest products and services and the transition towards a green economy. The participation of the private sector in the work of the Committee and the Commission will be actively sought, in line with the ECE and FAO organizational policies.

Gender mainstreaming

29. The Integrated Programme of Work gives due consideration to making the concerns and experiences of women and men an integral part of the design, implementation, monitoring and evaluation of its activities, so that women and men benefit equally and inequality is not perpetuated (UN ECOSOC, 1997). Gender mainstreaming is a central part of ECE and FAO’s strategic frameworks and their policies and programmes.

F. Support to the Integrated Programme of Work and related resources

30. Progress in the implementation of the Integrated Programme of Work will be reported annually. The Integrated Programme of Work should have the flexibility to allow addressing from a technical perspective emerging issues of policy relevance and interest or influence to forestry and the forest industry. Activities not yet planned in this Integrated Programme of Work could be agreed on by the Committee and the Commission (or its Executive Committee, within the scope of the Commission's decisions).

31. Implementation will depend on regular programme funding levels and to a large extent on extrabudgetary resources, as well as available human resources. The member States and other donors are encouraged to support such activities in kind and/or with the necessary level of financial resources. The annual list of activities, which is submitted on an annual basis to member States for their approval, will show clearly the areas of work (e.g. capacity-building) or activities where extrabudgetary funding will be needed.

32. A broader participation and more strategic engagement by member States and stakeholders should be sought. In particular, resources should be identified to finance the participation of delegates from eligible countries with economies in transition.

G. Expert support

33. The Teams of Specialists, composed of experts in particular fields, provide advice or undertake activities that support the implementation of the Integrated Programme of Work. Teams of Specialists may also provide guidance to the ECE/FAO Timber and Forestry Section on relevant work areas, help with outreach activities to country-level experts, and produce team-specific outputs in support of the Integrated Programme of Work. Teams of Specialists are established by the ECE EXCOM and human and financial resources are provided by both ECE and FAO through their separate budgetary processes. Their terms of reference are approved by COFFI and the EFC. The Teams of Specialists report annually to the Working Party on Forest Statistics, Economics and Management.

34. Guidelines for the Teams of Specialists clarifying the Teams' mandates and procedures, and the role and responsibilities of Team Leaders, and Deputy Leaders, Team Members and secretariat can be found in Part 2.

Part 2

Establishment of ECE/FAO Teams of Specialists and renewal of Terms of Reference of the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management

A. Terms of Reference of the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management

1. The Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management (JWP) is a subsidiary body of the ECE COFFI and the FAO EFC and contributes to the implementation of the integrated programme of work of those two bodies. It does so by coordinating the Teams of Specialists and the activities of the Integrated Programme of Work as well as providing technical advice. It takes instructions from COFFI and the EFC and meets annually to:

- a) Provide guidance on the implementation of all areas of the programme of work;
- b) Supervise the work of Teams of Specialists and facilitate the exchange of information on their work;

- c) Identify priorities for action and relevant emerging issues; and transmit suggested priorities and specific recommendations to COFFI and the EFC for consideration.
 - d) The JWP shall, for each work area, on the basis of a report from the secretariat, review and comment on the activities undertaken during the past year and the plans for the forthcoming year.
2. The JWP shall review, on an ongoing basis, the work of the Teams of Specialists and their contribution to the work areas as well as work between the Teams of Specialists to ensure the most effective and efficient implementation of their activities. It will:
- a) Receive and discuss the reports from the Teams of Specialists in order to enhance the understanding of their activities and assess their work plans; when needed, the JWP may review and recommend updated mandates for endorsement by the parent bodies;
 - b) Identify possible synergies; and facilitate the exchange of experiences between Teams of Specialists and delegations from member States;
 - c) Increase the visibility and impact of the work of Teams of Specialists among member States and within the relevant bodies in the United Nations.
3. The JWP, as part of its work for COFFI and the EFC, shall:
- a) Propose priorities for activities in the work areas and on relevant emerging issues;
 - b) Provide, upon request from the parent bodies, methodologies for use in economic analysis of the sector, as well as techniques for collecting, validating, analyzing and disseminating information and statistics;
 - c) Initiate, upon request from the parent bodies, ad hoc projects in economics and statistics related to forestry, forest products and forest policies and institutions;
 - d) Contribute and provide technical advice to COFFI and the EFC on issues under consideration by those bodies, including the preparation of studies on the status and future of forests and on the forest industry such as the Outlooks and the Forest Products Annual Market Reviews;
 - e) Reach out to other sectors to discuss issues related to forest information and management matters of common interest, including best practices in sustainable forestry management and their impact on the overall sustainability of forests, natural resources management, and other issues such as biodiversity and climate change;
 - f) Work together with other international bodies, including Forest Europe, Eurostat, the International Tropical Timber Organization and the Conference of European Statisticians, with a view to coordinating activities and avoiding any duplication of effort.
4. The work of the JWP will be assessed after the next two sessions of this body.

B. Terms of Reference of the ECE/FAO Teams of Specialists

1. In order to support the implementation of the ECE/FAO Integrated Programme of Work, the following Teams of Specialists (ToS) are established for the period 2018-2021.

Name of the Team	Contribution to the Programme of Work
ToS on Monitoring Sustainable Forest Management (SFM)	WA1: to focus on SFM monitoring for different ECE and FAO studies and reviews, SFM assessment and work on criteria and indicators
ToS on Sustainable Forest Products	WA1: to focus on forest products and markets, market statements
ToS on Forest Products Statistics	WA 1 and WA4: to support the work on statistics in the JWP, in order for the JWP to focus on its coordinating function for ToS and work area review.
ToS on Wood Energy	WA1 and WA2 and WA4 to support the development of data and relevant policy advice on wood energy in the region.
ToS on the Forest Sector Outlook	WA1 and WA2: to support the development of Outlook Studies
ToS on Forest Policy	WA2 and WA4: to focus on the development of forest policies in the region and provide capacity building
ToS on Forest Communication - Forest Communicators Network	WA1, WA2 and WA4 to provide advice to the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section in support of relevant events, campaigns and public relations efforts, support the dissemination of results of other ToS
ToS on Green Jobs - Joint ILO/ECE/FAO Expert Network	WA4: to focus on green jobs and capacity-building activities in support of SFM

ECE/FAO Team of Specialists on Monitoring Sustainable Forest Management

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring and assessment”, Work Area 2, “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”

A. Objectives

1. To strengthen the work on: (i) forest reporting, (ii) assessing the state of forests and sustainability of forest management and (iii) monitoring the role of the forest sector in a green economy in the ECE region;
2. To advise the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section on the implementation of activities in Work Area 1 “Data, monitoring and assessment”, with regard to the collection, harmonization, review, analysis and dissemination of quantitative and qualitative information on forests and sustainable forest management (SFM) in the ECE region.

B. Activities and functions

1. Contribute to the global Forest Resources Assessment (FRA) and the Collaborative Forest Resources Questionnaire 2020; support the data collection process, analysis of the status and trends, and the drafting and reviewing of the final report.
2. Contribute to the work on criteria and indicators (C&I) for sustainable forest management by Forest Europe and the Montréal Process.
3. Assist the preparatory process of the State of Europe’s Forests 2020: contribution to the reporting on quantitative indicators, analysis of information, coordination of inputs, authors’ contributions and dissemination of results.
4. Contribute to further work on the assessment of the sustainability of forest management.
5. Contribute to the work on the development of global and regional forest indicators to support the implementation of the 2030 Agenda on Sustainable Development and the United Nations Strategic Plan on Forests.
6. Contribute to the development of the concept and modalities for a statistical data management system on forest resources, functions and services and SFM.
7. Provide input to other work areas on issues relevant to data, monitoring and assessment including related capacity building, in particular to the UNDA project on “Accountability Systems for Sustainable Forest Management in the Caucasus and Central Asia”.
8. Support international work and cooperation on monitoring of forest resources and SFM, including the European Union (i.e. Eurostat, EEA, JRC) and other organizations (i.e. EFI, IUFRO, ICP) in this area.

C. Expected major outputs and contributions

1. Review of, and input to documents, reports, and meetings related to the global reporting framework – in cooperation with the FAO Forest Resources Assessment Team.
2. Review of, and input to documents, reports, and meetings, especially those related to the activities “Further development and updating of policies and tools for sustainable forest management” and “Forest monitoring and reporting” under Forest Europe. Provide support in the organization of the workshop for authors and national correspondents in the ECE region; review of and, whenever possible, involvement in writing, support the drafting of report on the State of Europe’s Forests. Involvement in dissemination of results.
3. Review of, and input to documents, reports, and meetings on the development of global and regional forest indicators to support the implementation of the 2030 Agenda on Sustainable Development and the UN Strategic Plan on Forests.

4. Advice on issues relevant to the C&I processes in the ECE region.
5. Advice on designing an improved statistical data management system on forest resources, their functions and services, and forest management.
6. Advice on the other data-related work within Work Areas 1, 2, 3 and 4, in particular related to the measurement of the forest sector contribution to a green economy and forest sector outlook studies.

D. Background

Established/ Approved by:	Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.
Duration:	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
Methods of work:	Regular ToS meetings (including steering group and thematic sub-groups meetings). Participation in workshops with FRA national correspondents. Reviews and consultations, in person, via videoconference and electronic means. Review and, if feasible, preparation of background materials, discussion papers, enquiries. Other forms of work can be determined by the ToS, if needed.
Reporting:	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
Team leader:	To be elected at the first Team meeting

ECE/FAO Team of Specialists on Sustainable Forest Wood Products

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring and assessment” and Work Area 4, “Capacity-building”

A. Objectives

1. To advise and support work on the sustainable development of forest products markets and related policies in the ECE region.
2. To raise awareness on the role that sustainable forest products can play in greening economies and in providing sustainable products and livelihoods.

B. Activities and functions

3. Provide guidance and referral to the best available experts and/or sources of information for the organization of:
 - Market Discussions during COFFI sessions;
 - Workshop(s) on all topics related to forest products including the role of forest products in a green economy, the use of wood for “green buildings”, innovative wood products and other topics in line with the work programme.
4. Provide expertise and outreach to experts for drafting market-related publications and products, including the technical reviews contained in, and the production of, the Forest Products Annual Market Review.
5. Advise the secretariat on the organization of meetings related to the sustainable use of forest products.
6. Advise the secretariat on strategies to carry out the Programme of Work in the forest products marketing area, in particular to assist in strengthening the focus on innovative forest products and on improving knowledge on wood sustainability credentials.
7. Build links with standard/certifying organizations, as well as forest products trade associations, to promote the use of forest products as a sustainable material for construction and other uses..
8. Build linkages with non-forest bodies within the UN, including with the ECE Committee on Housing and Land Management.
9. Build links, both informal and formal, with other Teams of Specialists in areas where cross-cutting issues are shared and where assistance and coordination can be mutually beneficial.
10. Build upon the work of previous capacity building workshops and consider organizing similar events in association with regional bodies.
11. Organize an annual awareness raising workshop; subject to availability of funds.
12. Work with the secretariat to attract and enhance the involvement of the forest products industry in COFFI sessions, aiming at:
 - holding a full day session focusing on market/industry issues;
 - organizing industry visits during the COFFI session;
 - organizing side events that involve the forest products industry sector.
13. Provide a network of expertise and advice, including on priorities.

C. Expected major outputs and contributions

1. COFFI Market Discussions covering forest product market topics that are current and relevant to the region and contribute to the Market Statement.

2. Bi-annual meetings to discuss a list of recommendations on how to improve the content, structure and focus of the forest products marketing work area in general and the Forest Products Annual Market Review in particular (typically during the ToS meeting that is held at the time of COFFI meeting).

D. Background

Established/ Approved by:	Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.
Duration:	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
Methods of work:	Annual meeting. Other methods to be determined by the Team.
Reporting:	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
Team leader:	To be elected at first Team meeting
Communication:	The Team Leader and secretary should ensure close communication and collaboration with the Teams of Specialists on Forest Products Statistics and Wood Energy

ECE/FAO Team of Specialists on Forest Products Statistics

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring and assessment” and Work Area 4, “Capacity-building”

A. Objectives

1. To advise and support work on forest products statistics, including data coverage and collection, validation and classifications used in the ECE region.
2. To suggest and support proposals for increasing the reliability and visibility of forest products statistics.
3. To advise on implementation of activities in Work Area 1 relating to forest products statistics.

B. Activities and functions

1. Review materials such as the Joint Forest Sector Questionnaire (JFSQ) and Timber Forecast Questionnaire (TFQ) and associated procedures, reviewing items in forest products statistics
2. Develop methods to expand the scope to include production and trade of secondary wood products (Engineered Wood Products, furniture, joinery) and develop methodology for data collection on these products.
3. Investigate required changes in the Harmonized System classification; prepare for the implementation of 2022 Harmonized System and future potential changes to Harmonized System.
4. Follow up on the conversion factor questionnaire and study; develop conversion factors for secondary forest products (Engineered Wood Products, joinery).
5. Assist in the development of a forest food products section in collaboration with the Common Forest Reporting Questionnaire (CFRQ), and consider framework and specifications for non-wood forest products.
6. Support publication of the roundwood balance study and continue to develop methodology.
7. Strengthen capacities in statistics through a capacity-building workshop.
8. Disseminate information on forest products statistics further through the ToS network.
9. Advise on issues to coordinate with other members of the Intersecretariat Working Group on Forest Sector Statistics.
10. Consider improving product definitions and collect metadata (including accuracy).
11. Consider development of price portal.
12. Recommend improvements to data systems, including data capture.
13. Review ways to promote data and make it more accessible.
14. Recommend methods for improving data reliability.

C. Expected major outputs and contributions

1. Recommendations for revisions to the JFSQ and TFQ questionnaires.
2. Submission of potential input for 2022 revision of Harmonized System and further revisions in later years.
3. A paper on the extent of potential double counting problem (including issue of forest/non-forest sources) and how to avoid it. Contact national data users for input.

4. Proposal for improvements for national and international practices in data validation and, if required, a working paper describing best practices.
5. A recommended procedure for estimating wood balance, including the desirable level of detail to include and conversion factors to use.
6. Contributions to studies on conversion factors, roundwood balance and double counting issue, in collaboration with other Teams.
7. Support to capacity building workshop on statistics.

D. Background

Established/ Approved by:	Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.
Duration:	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
Methods of work:	Annual meeting. Further methods to be determined by the Team
Reporting:	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
Team leader:	To be elected at the first Team meeting
Communication:	The Team Leader and secretariat should ensure close cooperation with the ToS on Sustainable Forest Products, the ToS on Wood Energy and the ToS on Sustainable Forest Management. The Team should also seek to communicate and collaborate with other fora working in this area, and to collaborate with others (e.g. Forest Europe Criteria and Indicators, IPCC Harvested Wood Products).

ECE/FAO Team of Specialists on Wood Energy

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring and assessment”, Work Area 2, “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”.

A. Objectives

1. To advise the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section and support activities in Work Areas 1 and 2 on the methodology for, the implementation of and the follow-up to the Joint Wood Energy Enquiry and specific studies related to wood energy;
2. To contribute to a better understanding of wood energy statistics as a basis for sound policymaking.

B. Activities and functions

1. Monitor and analyse the policy aspects of the use of wood for energy generation and the implications for the forest sector, including carbon accounting.
2. Provide guidance on the Joint Wood Energy Enquiry (JWEE) data collection and analysis process including on indicators, the structure of the JWEE questionnaire, and the review of wood energy parameters (such as heating values and conversion factors).
3. Actively disseminate the publication and key messages synthesized in first issue of “Wood Energy in ECE region” series.
4. Coordinate and complete a second issue of “Wood Energy in ECE region” publication series
5. Enhance capacity of member States to develop reliable wood energy statistics through knowledge sharing and capacity building workshops.
6. Actively cooperate and partner with other organizations involved in wood energy with the aim of sharing and improving wood energy data and information.
7. Coordinate and communicate with other Teams of Specialists on areas where there is commonalities and beneficial to share information.

C. Expected major outputs and contributions

1. Release of the second issue of series “Wood Energy in ECE region” with the most recent available data.
2. Publication of scholarly manuscripts examining longitudinal trends in JWEE data and socio-economic and environmental aspects of wood energy use in ECE member States, including its contribution towards the achievement of SDGs and mitigation of climate change.
3. Revision of the list of recommendations on the methods for, analysis and conduct of the Joint Wood Energy Enquiry.
4. Organization of one or two capacity building workshops on wood energy statistics, possibly including the sharing of best practices for household surveys (to obtain data on non-commercial wood energy (such as private household use of wood energy) .
5. Improved quality and quantity of national reports to the JWEE.
6. Provide input to the chapter on wood energy for the Forest Products Annual Market Review.

D. Background

Established/ Approved by:	Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.
Duration:	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
Methods of work:	Annual meeting. Other methods to be determined by the Team.
Reporting:	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
Team leader:	To be elected at first Team meeting
Communication:	The Team Leader and secretary should ensure close communication and collaboration with the Teams of Specialists on Forest Products Statistics and Wood Energy

ECE/FAO Team of Specialists on Forest Sector Outlook

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 1, “Data, monitoring and assessment”, Work Area 2, “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”

A. Objectives

1. To advise and support the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section on the methodology, preparation and implementation of outlook studies. Serve as a repository of global, regional, sub-regional and national forest sector outlook studies; and facilitate exchange of knowledge.

B. Activities and functions

1. Provide support and expertise to the secretariat to conduct forest sector outlook studies in at least two of the ECE sub-regions.
2. Present the findings of the studies in public forums, such as scientific and professional meetings.
3. Provide guidance on methods, analysis and conduct of forest sector outlook studies.
4. Provide support to the secretariat for enhancing member States' capacities on forest sector outlook studies.
5. Identify scenarios based on: structural developments in the forest sector; long-term supply and demand of wood and other goods and services; as well as impacts and implications of international and national policy developments.
6. Advise on timeline for new outlook studies and identify potential contributors and donors.
7. Undertake research in support of forest sector outlook studies.
8. Provide an overview on alternative forest sector models.
9. Inform member States regularly about the status of ongoing outlook studies and the next steps of the process.

C. Expected major outputs and contributions

1. Publication of North America Forest Sector Outlook study (NAFSOS) and Europe Forest Sector Outlook Study (EFSOS), and possibly a Russian Forest Sector Outlook study, by 2019, subject to availability of funds.
2. Provide national level results of outlook studies, if resources are made available.

D. Background

Established/ Approved by:	Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.
Duration:	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
Methods of work:	Annual meeting or other methods to be determined by the Team.
Reporting:	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
Team leader:	To be elected at first Team meeting

ECE/FAO Forest Policy Network

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 2 “Policy dialogue and advice” and Work Area 4 “Capacity-building”

A. Objectives

1. To contribute to the implementation of tools to support sound policy in the forest sector in the ECE region.
2. To build capacity to support sound policies in the forest sector in Eastern Europe, Caucasus and Central Asia.

B. Activities and functions

1. Advise and support the secretariat on:
 - The collection, review, and dissemination of qualitative information on forest policies, institutions and instruments in the ECE region.
 - The contribution to policy dialogues at the regional and national level (including National Forest Policy Dialogues).
2. Contribute to strengthen policy-related components of ECE and FAO studies
3. Contribute to the UN Strategic Plan on Forests, including by taking part in exchange of experience and lessons learned and providing technical advice and input especially to the odd-year sessions of the Forum (workshops, submissions to UNFF Secretariat).
4. Contribute to achieving a balanced approach to the development of a bioeconomy and nature protection/conservation of biodiversity (study, linkage to outlooks).
5. Strengthen capacity building and experience exchange, best practices and mechanisms to help in tackling national challenges, and promote communication and information exchange associated with implementation of international agreements (e.g. 2030 Agenda on Sustainable Development, the Aichi Targets, Paris Agreement, the UN Strategic Plan on Forests, the Rovaniemi Action Plan for the Forest Sector in a Green Economy).
6. Contribute to the dissemination of information in support of decision making processes with regards to international forest policy developments (creation of policy briefs, sharing of informative materials).
7. Provide national experts with case studies, trainers and content for capacity building activities.
8. Provide ad-hoc studies on request by countries
9. Contribute to the work of other ToSs and build cooperation in this regard.

C. Expected major outputs and contributions

1. Contribution to the experience exchange on forest policies implementation and development (to be developed in close cooperation with the ToS on Monitoring Sustainable Forest Management and Forest Europe) with a view to:

a) Contribution to the organization of national/regional policy dialogues (themes, speakers...) and provide recommendations on the further development of national forest policy dialogues (contents, methods...);

b) Policy briefs.

D. Background

**Established/
Approved by:** Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.

Duration: From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.

Methods of work: Annual meeting or other methods to be determined by the Team.

Reporting: Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management

Team leader: To be elected at first Team meeting

ECE/FAO Team of Specialists on Forest Communication (Forest Communicators' Network)***Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 3, "Communication and outreach" and Work Area 4, "Capacity-building"*****A. Objectives**

1. To improve the ability of the forest sector to communicate effectively within and outside the sector on the role of forests in sustainable development.
2. To advise the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section and support communication activities in all Work Areas.

B. Activities and functions

1. The ToS provides advice in the communication field to benefit the forest community by:
 - a) Supporting forest-related ECE/FAO intergovernmental bodies in reaching out to relevant constituencies, within and outside the forest sector.
 - b) Providing a forum for international interaction and cooperation in forest related communications.
 - c) Developing the professionalism of forest communicators by introducing and encouraging state of the art and innovative communication approaches, strengthening networking and supporting capacities in the region.
 - d) Providing advice for communication activities around the International Day of Forests and European Forest Weeks, upon request by the organizers.
 - e) Conducting a survey among forest communicators on current trends and the latest developments and communication challenges in the sector.
 - f) Sharing information and experience with forest communicators' networks established by FAO in other regions.
 - g) Supporting capacity building activities in cooperation with all other ToS, as appropriate.
 - h) Providing advice for communication campaigns and strategies to communicate outputs of other ToS to a target audience, upon request by the respective ToS.
 - i) Developing further approaches and tools for educational work on forests by continued involvement of the Forest Pedagogics Group.
 - j) Cooperating with the Forest Europe Liaison Unit and other relevant institutions, organizations, processes and initiatives, on matters relevant to forest communication.
 - k) Identifying other communication work of relevance to forests as well as information-sharing platforms developed by civil society.
 - l) Developing a proposal for a possible survey on the public perception of forests and the forest sector in the ECE Region for submission to potential donors.

C. Expected major outputs and contributions

1. An annual proposal for communication activities and messages for each International Day of Forests.
2. Proposals for communication activities around the European Forest Weeks, as appropriate.
3. A report on communication challenges for the forest sector, based on a survey conducted among forest communicators by the end of 2018.
4. A revised version of the Strategic Framework for Forest Communication in Europe by the end of 2019 and the development of guidelines for Forest Communicators' Network.
5. An information note on activities carried out with the other regional communicators' networks with a focus on global interconnection and outreach – to be included in the annual Team activities' report.

D. Background

Established/ Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.

Approved by:

Duration: From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.

Methods of work: Networking, meetings, workshops, advice on forest communication related issues, including for awareness campaigns.

Reporting: Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management

Team leader: To be elected at first Team meeting

ECE/FAO Team of Specialists on Green Jobs in the Forest Sector (ILO/ECE/FAO Joint Expert Network)

Reference to the Integrated Programme of Work: Work Area 2 “Policy dialogue and advice” and Work Area 4, “Capacity-building”

A. Objectives

1. To contribute to the improvement of working conditions and the development of Green Jobs in the forest sector.
2. To advise and support the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section and member States on employment-related issues such as needed competencies including education and training for the forest sector in the context of a green economy.
3. To review forest sector workforce issues at policy, management and operational level, in order to recommend priorities and communicate their importance.

B. Activities and functions

1. Collaborate with relevant stakeholders (e.g. ILO and Forest Europe) on a joint definition of Green Jobs in the forest sector.
2. Identify and describe forest workforce-related trends and developments (trend monitoring) and analyze the strengths, weaknesses, opportunities and threats associated with the sustainability of this workforce.
3. Analyze the green jobs potential as well as the green jobs curricula in the forest sector, define the needed competencies as a basis for education and training for adopted regional policies and provide support for the implementation of these policies at all levels.
4. Improve the monitoring and analysis of the forest sector workforce including those involved with new green forest jobs while taking into account occupational health and safety.
5. Develop recommendations for the consideration of member states on preventive and remedial actions in order to ensure the sustainability of the forest workforce, including ways to attract young people to work in the forest sector and to improve the gender balance.
6. Advise and support the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section on the organization of meetings and workshops related to forest workforce issues in the context of a green economy.
7. Identify present and future skill requirements for forestry professionals, map and describe forest jobs and related education curricula in collaboration with other relevant organizations.
8. Contribute to development and sharing of best practice for environmentally efficient, productive, safe and sustainable forest operations.
9. Monitor and analyse at the policy level the impact of green economy policy on employment in the forest sector, possibly with a cross-sectoral approach.

C. Expected major outputs and contributions

1. Periodic qualitative and quantitative surveys of major trends and challenges associated with the sustainable forest workforce and green jobs in support of existing reporting activities in the forest sector.
2. Trend scenario workshops on the future forest workforce, for instance in collaboration with the ECE/FAO ToS on Forest Sector Outlook.
3. Policy briefs outlining rationales for choosing particular workforce policy strategies.
4. Reviews and recommendations addressing main forest sector workforce issues.

D. Background

Established/ Approved by:	Joint Sessions of ECE COFFI and FAO EFC, Warsaw, Poland, 2017.
Duration:	From January 2018 to December 2019. Renewable to 2021.
Methods of work:	Annual Team meeting, scenario trend workshops, online surveys (national contact points), and other appropriate methods to be determined by the Team.
Reporting:	Annually, to the Joint ECE/FAO Working Party on Forest Statistics, Economics and Management
Team leader:	To be elected at first Team meeting

III. Guidelines for ECE/FAO Teams of Specialists

A. Introduction

1. These draft guidelines were adopted by “Las2017”, the joint session of the ECE COFFI and the FAO EFC held from 9 to 13 October 2017 in Warsaw, Poland. The guidelines shall apply to the ECE/FAO Teams of Specialists, which contribute to the implementation of the ECE/FAO Integrated Programme of Work.
2. These draft guidelines are in line with, and are complementary to, the guidelines for the establishment and functioning of Teams of Specialists within ECE as contained in document ECE/EX/2/Rev.1.

B. Role of the Teams of Specialists

1. The ECE/FAO Teams of Specialists are recommended by COFFI and established by the ECE Executive Committee to support the work of the ECE/FAO Integrated Programme of Work for an initial period of two years, which can be extended, after review every two years, for as long as required. COFFI and the EFC at their joint session approve the Terms of Reference for all Teams of Specialists.
2. The primary role of the Teams of Specialists is to support the implementation of the ECE/FAO Programme of Work as expressed in their respective Terms of Reference. All Teams of Specialists report annually to the JWP, which gives them guidance and evaluates their work based on their Terms of Reference and Work Plan. In addition, the JWP provides recommendations to the COFFI and the EFC for updating the Terms of Reference of the ToS and for their extension or discontinuation.
3. The Teams of Specialists should contribute to the mainstreaming and dissemination of the work of the joint ECE/FAO Forestry and Timber Section at national and sub-national levels, as well as into the agendas of other regional and global organizations. They are also expected to contribute to the Forest Information Billboard.

C. Membership and Officers

1. For each Team of Specialists, the secretariat circulates the Terms of Reference to COFFI/EFC members and all relevant Stakeholders in the ECE region and asks them to nominate their official representative, should they wish to participate in the Team activities. Member States and Stakeholders are expected to nominate their representative to a Team based on their interest in the issues covered by this Team and their capacity to support the participation of their representative in the Team's work. On the basis of the answers received, the secretariat prepares a list of Team Members and establishes the Team. The request for nomination may be repeated at the end of the first two-year duration or at the beginning of the next joint Programme of Work, as appropriate. When member States and stakeholders wish to nominate another or an additional representative to a Team, they notify this proposal to the secretariat which informs the Team at its next meeting.
2. Experts without official affiliation can also contribute to the Team work at the invitation of the Team Leader, in close consultation with the secretariat. To the extent possible, due consideration should be given to ensuring geographical and gender balance.
3. Each Team of Specialists appoints its officers for a duration of two years: a Leader and, if deemed necessary, one or two Deputy Leaders. After one term of two years, one of the Deputy Leaders is usually appointed Leader. When the Team appoints two Deputy Leaders, to ensure adequate continuity, the outgoing Leader is usually re-appointed as Deputy Leader. Under special circumstances (e.g. absence of candidates), Leader and Deputy Leaders can be re-appointed if the Team wishes to do so. Candidates for the office of Leader should obtain the relevant authorization and secure the necessary resources (time and funding), from their government or organization, to fulfil their responsibilities during their elected terms.

D. Role of the Team Leaders and Team Members

1. With the assistance of and in close cooperation with the secretariat, the Leader's responsibilities are to:
 - a) Ensure that the Team's Terms of Reference are applied and lead the Team;
 - b) Conduct the Team meetings and draft meeting reports, in consultation with participants of the meetings;
 - c) Coordinate the preparation of the work plan;
 - d) Coordinate and facilitate the implementation of the work plan, including by raising funds, where appropriate;
 - e) Coordinate the preparation and presentation of annual implementation reports at the JWP;
 - f) Organize and attend meetings of the Leaders of the Teams of Specialists.
2. When the Leader is not able to attend a Team meeting or to represent the Team at a parent body meeting, the Leader makes sure that one of the Deputy Leaders can replace him/her. In addition, Deputy Leaders may assist the Leader with certain tasks such as preparing the work plan or reports, making contacts or fund raising.
3. Team Members are expected to actively participate in the Team activities by:
 - a) Attending the Team meetings;
 - b) Contributing to the work between the Team meetings;
 - c) Answering enquiries from the Leader or the secretariat;
 - d) Relaying information on the Team's work at the national and subnational level.

E. Methods of Work

1. Under the guidance of the Leader and with the support of the secretariat, the Team prepares its work plan for a two year period defining, for each activity from its Terms of Reference, the time schedule and the resources needed, including those resulting from fund raising. Teams can create task-oriented groups for a limited period of time (e.g. to advise for the organization of an event or the preparation of a publication). Teams are expected to be self-sustaining and regular budget funds will not be available to support the Teams. Teams use the work plan format and the report template that are provided by the secretariat.
2. Team meetings are convened by the secretariat in Geneva or any other place where the meetings can be hosted by a member State or a partner organization. Each Team should meet at least once a year for one day or have several shorter online meetings. Teams of Specialists should consider meeting on the margins of, or back-to-back to, meetings where members of the Team participate. It is suggested to utilize electronic means (e-mail, Skype or Webex meetings, etc.) when appropriate. The working language of Teams of Specialists is English. In general, no interpretation will be provided. More detailed methods of work may be developed by the Team.
3. The only websites of each Team of Specialists is the one hosted by the Joint UNECE/FAO Forestry and Timber Section (www.unece.org) and/or FAO (www.fao.org). All relevant information on ToS meetings (agenda, presentations, meeting report, list of participants, pictures, etc.) must be made available to the secretariat for posting on the website.
4. The Team leader, deputies or any other member of the Team need to ask permission to the ECE/FAO Secretariat for using ECE and FAO logos.
5. Teams are encouraged to seek assistance from other Teams of Specialists especially for cross-sectoral activities that are mentioned in their Terms of Reference.

F. Role of the secretariat

1. In close cooperation with the Team Leader, the secretariat is responsible for:

- a) Contacting member States and other relevant Stakeholders, including for the nomination of Team members, for updating of the lists of Team Members and issuing meeting invitations;
- b) Assisting in the scheduling of meetings and other activities, in consultation with the Team;
- c) Providing technical means and innovative solutions to facilitate cost-effective meetings and possibility for remote access to meetings for members who cannot attend the meeting personally;
- d) Providing guidance in fulfilling the Terms of Reference;
- e) Facilitating the meetings and assisting the Leader in preparing the meeting reports, by taking notes and drafting the main conclusions and next steps;
- f) Cooperating with the Leader in preparing the reports on the Team's accomplishments;
- g) Uploading any relevant documentation to the Team website before and after the meetings and disseminating information on the Team's activities.

Annex to the Integrated Programme of Work

I. Terms of Reference of the ECE Committee on Forests and the Forest Industry

1. COFFI, as a Sectoral Committee of ECE, constitutes a forum for cooperation and consultation among its member States. Its objective is to strengthen the forest sector and its contribution to sustainable development throughout the ECE region, through monitoring, analysis, capacity building and the provision of a forum for discussion, taking into account the changing policy environment, notably as regards climate change and bioenergy. The Committee focuses on the sound and legal use of forest products, for raw material or energy, and on forest services.

2. COFFI shall, within the context of sustainable development, provide member States with the information and services which they need for policy- and decision-making as regards their forest and forest industry sector ("the sector"), including the trade and use of forest products and, when appropriate, formulate recommendations addressed to member Governments and interested organizations. To this end, it shall:

a) With the active participation of member States, undertake short-, medium- and long-term analyses of developments in, and having an impact on, the sector, including those offering possibilities for the facilitation of international trade and for enhancing the protection of the environment;

b) In support of these analyses, collect, store and disseminate statistics and other information relating to the sector, and carry out activities to improve their quality and comparability;

c) Provide a framework for cooperation, e.g. by organizing seminars, workshops and ad hoc meetings and setting up time-limited teams of specialists, for the exchange of economic, environmental and technical information between Governments and other institutions of member States that is needed for the development and implementation of policies leading to the sustainable development of the sector and to the protection of the environment in their respective States;

d) Carry out tasks identified by the ECE or COFFI as being of priority, including the facilitation of subregional cooperation and activities in support of the economies of eastern Europe, the Caucasus and central Asia and the Mediterranean region;

e) It should also keep under review its structure and priorities and cooperate with other international and intergovernmental organizations active in the sector, and in particular with the FAO and its EFC, the International Labour Organisation (ILO) and with Forest Europe, in order to ensure complementarity and to avoid duplication, thereby optimizing the use of resources. Its work programme is fully integrated with that of the EFC.

3. The integrated work programme of COFFI and the EFC has four work areas (WA):

WA 1: Data, monitoring and assessment;

WA 2: Policy dialogue and advice;

WA 3: Communication and outreach;

WA 4: Capacity-building.

II. Mandate of the FAO European Forestry Commission

Name	European Forestry Commission (EFC) (FO-726) (1) (Article VI-1 of the Constitution)		
Origin	Established by the Conference at its Third Session (1947) on the recommendation of the FAO Mariánské-Lázně (Czechoslovakia) Forestry Conference in 1947.		
Purpose	To advise on the formulation of forest policy and to review and coordinate its implementation at the regional level; to exchange information and, generally through special subsidiary bodies, advise on suitable practices and action with regard to technical and economic problems, and make appropriate recommendations in relation to the foregoing.		
First Session	July 1948		
Membership	Open to all Member Nations and Associate Members whose territories are situated wholly or in part in the European Region or who are responsible for the international relations of any non-self-governing territories in that region. Membership comprises such eligible Nations that have notified the Director-General of their desire to be considered as members.		
Present membership	Albania Austria Belarus Belgium Bulgaria Croatia Cyprus Czech Republic Denmark Estonia European Community Finland France Germany	Greece Hungary Iceland Ireland Israel Italy Latvia Lithuania Luxembourg Malta Netherlands Norway Poland Portugal Romania	Russian Federation Serbia Slovakia Slovenia Spain Sweden Switzerland The former Yugoslav Republic of Macedonia Turkey Ukraine United Kingdom Uzbekistan